

FAITS SAILLANTS

SÉJOUR DU 14 SEPTEMBRE AU 16 DÉCEMBRE 2025

- 1. PUERTO PLATA ‘EL BRONX’ – NOUVELLE COMMUNAUTÉ**
- 2. FONDS D’URGENCE NÉCESSAIRE PLUS QUE JAMAIS**
- 3. ABSENCE DE NOS COOPÉRANTS SUR LE TERRITOIRE – HIVER 2026**
- 4. OPÉRATIONS D’INTERCEPTION DE L’IMMIGRATION ‘RAIDS’**

1. PUERTO PLATA ‘EL BRONX’ – NOUVELLE COMMUNAUTÉ

Un 2^e quartier de Puerto Plata s’est ajouté, celui d’El Bronx. Plus de 100 personnes de ce quartier défavorisé pourront maintenant bénéficier de nos programmes en 2025-26.

2. FONDS D’URGENCE NÉCESSAIRE PLUS QUE JAMAIS

À la suite des nouvelles mesures mises en place par les autorités du pays touchant les immigrants avec un statut migratoire irrégulier, ces derniers ne peuvent plus désormais se prévaloir de la gratuité des soins médicaux. L’accouchement est un bel exemple. Cet acte médical prodigué aux femmes haïtiennes représente 30% des accouchements réalisés en République Dominicaine. Les patients(es) doivent maintenant s’acquitter des frais médicaux et sont déportés(es) en Haïti à leur sortie des cliniques et hôpitaux à défaut de soudoyer les agents d’immigration, nouvellement affectés dans ces établissements, pour éviter la déportation. Ces changements ont des impacts majeurs sur les Haïtiens qui ne peuvent s’offrir même les soins de base.

Fort de constater que le fonds d’urgence est d’une grande nécessité plus que jamais dans le contexte actuel qui prévaut en République Dominicaine, notre organisation insiste davantage auprès des familles pour qu’elles s’y intéressent afin de créer leur propre fonds d’urgence qui leur permettra d’avoir accès aux soins et services médicaux.

3. ABSENCE DE NOS COOPÉRANTS SUR LE TERRITOIRE – HIVER 2026

Notre président doit subir une intervention chirurgicale au Québec au printemps 2026 suivie par une convalescence de 3 mois. Son épouse sera à son chevet durant cette période. Après 237 jours de travail enregistrés en R.D. en 2025, ils pourront être de retour en août 2026 pour poursuivre la mission.

4. OPÉRATIONS D’INTERCEPTION DE L’IMMIGRATION ‘RAIDS’

Depuis le début de l’année, c’est 370,000 Haïtiens qui ont été déportés sans compter les détentions touchant aussi les Vénézuéliens. A toute heure du jour ou de la nuit, ces ‘raids’ effectués par la police et l’armée touchent directement nos bénéficiaires vivant dans les communautés que nous desservons. Cette situation qu’on peut qualifier d’imprévisible et difficile à gérer affectent le bon déroulement de nos activités : report ou annulation des activités et, plus important encore, la sécurité des responsables et des produits alimentaires sur le lieu de distribution qui ne peut être assurée. Pour ces raisons, nos activités seront suspendues jusqu’à notre retour en R.D. prévu en août 2026.

Rapport rédigé par C. Petitclerc